

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 26 FÉVRIER 1913.

Proposition de loi accordant une indemnité aux officiers de police faisant fonctions de ministère public auprès des tribunaux de simple police.

DÉVELOPPEMENTS.

MESSIEURS,

A la séance du 3 mai 1906, nous avons l'honneur de déposer pour la première fois notre proposition de loi. Nous la faisons précéder des considérations que voici :

Le 4 avril 1906, au cours de la discussion du Budget du Ministère de la Justice, j'eus l'honneur de présenter à l'honorable chef de ce Département les observations suivantes, sur lesquelles j'ai vainement appelé toute sa bienveillante attention. Je m'exprimais en ces termes :

« Nous avons été saisis dernièrement d'une pétition émanant de ces fonctionnaires (commissaires de police), officiers du ministère public dans la Flandre orientale.

» Voici quelques extraits de cette pétition :

» Nous, commissaires de police, officiers du ministère public de la Flandre orientale, prenons la respectueuse liberté de solliciter de votre haute bienveillance, votre intervention auprès du gouvernement, afin d'obtenir une indemnité pour les fonctions de ministère public que nous remplissons auprès des tribunaux de police, fonctions que nous avons remplies gratuitement jusqu'à ce jour.

» Nous comprendrions encore qu'on nous oblige de faire ce service pour la commune, chef-lieu du canton : c'est en effet cette commune qui nous paye comme officier de police; mais nous trouvons injuste de devoir nous charger gratuitement de ce service pour les autres communes du ressort.

» Certains cantons se composent de dix et même de vingt communes; dans chacune d'elles il y a au moins un garde champêtre. D'autres possèdent un commissaire police ou une brigade de gendarmerie.

» Il y a, en outre, dans les cantons, des gardes forestiers, commis d'accise, cantonniers, douaniers, gardes-rivière, conducteurs et ingénieurs des ponts et chaussées, chefs de station, inspecteurs des denrées alimentaires et inspecteurs du travail, qui ont tous qualité pour constater des con-

» traventions de toute espèce par des procès-verbaux qui pour la plupart
» arrivent incomplets chez l'officier du ministère public, qui doit alors les
» compléter, les qualifier, réclamer des bulletins de renseignements, faire
» compléter ceux-ci dans plusieurs communes, demander des extraits de
» condamnations au casier judiciaire, rédiger les citations, faire la copie
» pour la notification, soigner celle-ci, établir les citations pour les témoins,
» inscrire le tout dans différents répertoires, en un mot mettre les dossiers
» en ordre et au complet et en faire la remise à M. le juge de paix, au moins
» vingt-quatre heures avant la date fixée pour l'audience.

» Après l'audience :

» Faire connaître aux différentes autorités le résultat des poursuites,
» soigner les significations des jugements rendus par défaut, exécuter les
» jugements ce qui exige encore l'établissement de plusieurs pièces et une
» correspondance suivie avec les agents de la force publique, les directeurs
» des prisons et les receveurs de l'enregistrement, etc. Ajoutez à cela l'étude
» de nombreuses circulaires sur la matière et vous aurez l'idée de la besogne
» qui nous est imposée.

» Encore, le Gouvernement exige de nous, et avec beaucoup de raison,
» une exactitude rigoureuse, car la moindre erreur serait souvent irrépa-
» rable, les peines de police étant de courte durée; la plupart du temps
» elles auront été expiées avant que l'erreur ne soit découverte.

» Faut-il ajouter que la loi sur l'organisation judiciaire du 18 avril 1869,
» dans son article 154, nous place directement sous la surveillance de M. le
» Ministre de la Justice, du procureur général et du procureur du Roi, aux-
» quels magistrats nous devons des rapports et des états mensuels.

» N'est-il pas souverainement injuste, Monsieur le représentant, de nous
» imposer gratuitement pareille besogne et une responsabilité aussi lourde,
» alors que le Gouvernement est si généreux envers d'autres fonctionnaires
» d'une même catégorie?

» En effet, les officiers rapporteurs près les conseils de discipline de la
» garde civique sont bien rémunérés par le Gouvernement; s'ils ont le
» grade de capitaine il leur est alloué une indemnité annuelle de 600 francs
» et 400 francs s'ils ont un grade inférieur; cette indemnité leur est payée
» directement par le Gouvernement en conformité de l'arrêté royal du
» 18 novembre 1897.

» Il en est de même des conseils de prud'hommes, de ses membres et de
» ses greffiers. Les premiers ont droit à des jetons de présence dont la
» quotité est fixée dans chaque province par la députation permanente du
» conseil provincial; aux seconds il est alloué une indemnité annuelle fixée
» par l'arrêté royal instituant ces conseils.

» (Art. 124 et 129 de la loi organique des conseils de prud'hommes du
» 31 juillet 1899.)

» Nous devons faire observer que la besogne de ces derniers n'est pas
» comparable avec la charge dévolue aux officiers du ministère public près
» les tribunaux de police.

» On a pensé un moment obliger les communes de chaque canton à inter-

» venir, à raison de leur population, dans l'allocation à l'officier du ministère public d'une juste rémunération, mais certaines d'entre elles ont objecté que nous travaillons exclusivement pour compte du Gouvernement et que, en outre, d'après le Code pénal de 1810, les amendes étaient prononcées au profit des communes, ressources dont elles ont été privées par l'article 58 du Code pénal actuel, qui dispose que les amendes seront perçues au profit de l'État.

» Il est à remarquer, Monsieur le représentant, que la loi provinciale de 1836 et celle du 19 avril 1892 mettent les menues dépenses, c'est-à-dire les imprimés et les autres fournitures de bureau nécessaires à l'officier du ministère public, à charge de la province; jusqu'à ce jour cependant il n'existe aucune disposition légale qui prévoit une indemnité pour les services que nous rendons à l'État.

» Il est vrai que les lois sur l'organisation judiciaire (avant 1867, les amendes prononcées par les tribunaux de police étaient perçues au profit des communes) du 10 avril 1810 et du 19 juin 1869, n'ont alloué aucune indemnité aux officiers du ministère public, mais il est à considérer qu'à cette époque, dans la plupart des cantons, les fonctions d'officier du ministère public étaient de peu d'importance, alors que de nos jours elles constituent une véritable charge, tant au point de vue de la besogne que sous celui de la responsabilité; de plus, si à cette époque, on a commis envers nous une injustice qui s'est prolongée pendant plus de trente ans, il est d'autant plus urgent de la faire disparaître.

» Notez bien, Monsieur le représentant, que nous sommes encore les seuls fonctionnaires de l'ordre administratif et judiciaire auxquels le Gouvernement impose un travail gratuit. Nous touchons, d'autre part, des appointements modestes, voire même dérisoires, alors que la plupart d'entre nous sont pères de famille et éprouvent énormément de peine pour équilibrer leur budget.

» Comme officier de police, nous sommes tous des agents communaux et payés comme tels; jamais aucune commune n'a tenu compte des charges d'officier du ministère public pour fixer nos appointements.

» Tous, Monsieur le représentant, nous avons une inébranlable confiance dans votre saine jugement. Nous sommes convaincus que vous estimerez comme nous que toute peine mérite salaire, que le Gouvernement a pour devoir de nous indemniser raisonnablement pour le service que nous rendons à l'État; aussi sommes-nous persuadés que vous ferez bon accueil à la présente et que vous éprouverez une légitime fierté à contribuer à cet acte de haute justice.

» C'est dans cette confiance, Monsieur le représentant, que nous vous présentons l'hommage de nos sentiments les plus respectueux.

» Eecloo, le 12 mars 1906. »

» Je dois spécialement remercier l'honorable M. Van Der Linden, rapporteur du budget, qui a bien voulu mentionner cette pétition dans son rapport et qui a appelé l'attention de la section centrale et de la Chambre sur la

situation faite à ces fonctionnaires. J'espère que l'appel adressé dans ce rapport trouvera auprès de nous le plus bienveillant appui et décidera l'honorable Ministre de la Justice à s'occuper de la question et à faire droit à une demande qui est juste et légitime.

» Il y a, dans le pays, 207 officiers qui remplissent gratuitement les fonctions d'officiers du ministère public auprès des tribunaux de police.

» Depuis quelques années, par suite des multiples lois et règlements nouveaux, émanant de l'État, des provinces et des communes, le nombre des contraventions a augmenté sensiblement.

» Pour en avoir le cœur net, je me suis adressé au bourgmestre d'une des grandes villes de la Flandre orientale. Voici ce qu'il m'a répondu :

» MONSIEUR LE REPRÉSENTANT,

» Comme suite à la communication que vous venez de me faire, je tiens à vous déclarer qu'il est parfaitement vrai que les fonctions d'officiers du ministère public près le tribunal de police donnent un surcroît de besogne pour laquelle les officiers ne sont pas rémunérés.

» J'estime donc qu'il ne serait que juste et équitable qu'une indemnité leur soit accordée de ce chef par le Gouvernement ou par les autres communes qui comprennent les quatre cinquièmes de notre canton, dont la population s'élève à environ 50,000 habitants.

» Il est, de plus, à remarquer que parmi ces communes il en est plusieurs dont une grande partie de la population vit de colportage de poissons et de négoce de volailles, fruits, etc., et qui, par ce fait encourt beaucoup de condamnations hors du canton, spécialement à Bruxelles et dans sa banlieue. Les notifications, les significations, l'exécution des peines appliquées, s'élevant en moyenne de 5 à 600 francs par an, leur incombent et les obligent à établir une foule de pièces et à entretenir une correspondance très suivie avec leurs collègues des administrations communales et pour lesquelles ils ne touchent aucune rétribution ni indemnité. »

« Je pense donc, Messieurs, qu'une juste indemnité doit être accordée à ces fonctionnaires. Ils relèvent de deux départements : ils sont nommés par le Ministre de l'Intérieur et, en leur qualité d'officiers de police auprès des justices de paix, ils relèvent du Ministre de la Justice. Aux questions que j'ai eu l'honneur d'adresser à ce sujet à MM. les Ministres de la Justice et de l'Intérieur, ceux-ci m'ont répondu : « Les officiers du ministère public trouvent la rémunération dans le traitement attaché à leurs fonctions. » C'est sommaire, mais il importait cependant de savoir si les traitements alloués sont restés en rapport avec l'augmentation de besogne provoquée par l'extension qu'ont prise certains cantons ruraux.

» J'espère que la réponse de l'honorable ministre sera favorable aux intéressés. Si elle ne l'était pas, nous serions obligés d'user de notre initiative parlementaire pour présenter telles propositions qui seraient nécessaires. En effet, il est de toute équité, je le répète, qu'une juste indemnité soit accordée

à ces fonctionnaires, d'après la classe à laquelle ils appartiennent, pour le travail qui leur est demandé par le Département de la Justice. »

L'honorable Ministre de la Justice n'a pas cru devoir donner suite à nos observations. C'est pourquoi, fidèles à notre promesse, nous déposons la proposition de loi ci-dessous, assurés que le Parlement voudra ratifier par un vote unanime une mesure juste et équitable en faveur d'employés, souvent mal payés, surchargés de besogne de tout genre, et qui constituent les utiles auxiliaires de la justice, sans qu'ils soient payés par elle pour le surcroît de travail qui leur est imposé de ce chef.

Car, voici la réponse que l'honorable Ministre de la Justice donna à une question posée en décembre 1905 : « L'exercice des fonctions de ministère public près des tribunaux de police fait partie des devoirs imposés par la loi aux commissaires de police; ceux-ci en trouvent la rémunération dans le traitement attaché à leurs fonctions. »

Cette réponse est aussi brève qu'insuffisante, car, précisément, il faudrait savoir si les traitements alloués sont restés en rapport avec l'augmentation de besogne provoquée continuellement.

Bref, nous prétendons que les traitements des commissaires de police, tels qu'ils sont fixés par les arrêtés royaux sur la proposition de M. le Ministre de l'Intérieur, ne sont pas suffisants pour les commissaires de police qui sont en même temps officiers judiciaires ou qui sont au service de l'administration judiciaire, et nous proposons à la Chambre d'améliorer leur situation selon le barème établi par l'article 2 de notre proposition de loi ».

Le 11 juillet 1907, l'honorable M. Standaert, au nom de la section centrale, composée de M. Nerinx, président, MM. de Ghellinek d'Elseghem, Lefèvre, Cambier, Ouverleaux et Hubert, déposa le rapport.

La dépense annuelle que la proposition de loi entraînait pour le Trésor public était de 105,600 francs, étant donné qu'il existait dans le pays 207 tribunaux de police, dont 11 de 1^{re} classe, 14 de 2^e classe et 53 de 3^e classe. Par 4 voix contre 2, la proposition de loi était rejetée par la section centrale, mais l'honorable rapporteur disait :

« La section centrale est loin de le méconnaître et elle se plaît à signaler l'exemple de tel canton où les communes s'entendent pour assurer une rémunération spéciale au commissaire de police du chef-lieu. Il y a là une indication précieuse qui s'inspire d'ailleurs de la législation en vigueur pour la juridiction des prud'hommes et qui peut donner la véritable solution, là où l'équité commande une intervention spéciale. »

Aujourd'hui, nous complétons notre proposition de loi de 1906 et nous y ajoutons l'article suivant :

L'indemnité due aux officiers du ministère public près les tribunaux de police en vertu de l'article précédent sera payée par les communes du canton d'après la répartition faite par la députation permanente, conformément à l'article 132 de la loi communale. »

Ainsi complétée, nous espérons que notre proposition de loi recevra bon accueil auprès du Ministre de la Justice et que bientôt les Chambres l'adopteront à l'unanimité.

J. MAENHAUT.

PROPOSITION DE LOI

accordant une indemnité aux officiers de police faisant fonctions de ministère public auprès des tribunaux de simple police.

ARTICLE PREMIER

En dehors de leur traitement, il est alloué aux officiers de police faisant fonctions de ministère public auprès des tribunaux de police, une indemnité réglée d'après le barème fixé à l'article 2 ci-dessous.

ART. 2.

Le barème est fixé comme suit :

Officier de police faisant fonctions de ministère public auprès des :

Tribunaux de 1 ^{re} classe	fr. 1,000
Tribunaux de 2 ^e classe.	. 800
Tribunaux de 3 ^e classe.	. 600
Tribunaux de 4 ^e classe.	. 400

ART. 3.

Cette indemnité sera payée par les communes du canton d'après la répartition faite par la Députation

WETSVOORSTEL

tot het toekennen van eene vergoeding aan de ambtenaren van politie die het ambt van openbaar ministerie bij de rechtbanken van enkele politie waarnemen.

EERSTE ARTIKEL

Boven hunne jaarwedde wordt aan de politie-ambtenaren, die het ambt van openbaar ministerie uitoefenen bij de rechtbanken van enkele politie, eene vergoeding toegekend ; deze vergoeding wordt geregeld zooals in onderstaand artikel 2 is vastgesteld.

ART. 2.

De volgende regeling wordt aangenomen :

Politie-ambtenaar, het ambt van openbaar ministerie uitoefenende bij de :

Rechtbanken van 1 ^{ste} kl.,	fr. 1,000
Rechtbanken van 2 ^{de} kl.,	. 800
Rechtbanken van 3 ^{de} kl.,	. 600
Rechtbanken van 4 ^{de} kl.,	. 400

ART. 3.

De vergoeding wordt door de gemeenten van het kanton betaald volgens de verdeling gedaan door

Permanente conformément à l'article 132 de la loi communale.

de Bestendige Deputatie, overeenkomstig artikel 132 der gemeentewet.

ART. 4.

ART. 4.

La présente loi entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1913.

Deze wet treedt in werking den 1^{sten} Januari 1913.

J. MAENHAUT.

EMILE DE LALIEUX.

L. DE COSTER.

R. MOEYERSOEN.

E. REYNAERT.

F. VAN MERRIS.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 26 FEBRUARI 1913.

Wetsvoorstel tot het toekennen van eene vergoeding aan de ambtenaren van politie die het ambt van openbaar ministerie bij de rechtbanken van enkele politie waarnemen.

TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

In de vergadering van 3 Mei 1906 hadden wij de eer ons wetsvoorstel voor de eerste maal in te dienen. Toen werd het toegelicht door de volgende beschouwingen :

» Den 4^{de} April 1906, tijdens de beraadslaging over de Begrooting van het Ministerie van Justitie, had ik de eer het achtbaar hoofd van dat Departement de volgende bedenkingen te onderwerpen, waarop ik te vergeefs zijne welwillende aandacht vestigde. Ik sprak als volgt :

« Onlangs werd ons een verzoekschrift overgemaakt door deze ambtenaren (politie-commissarissen), ambtenaren van het openbaar ministerie in Oost-Vlaanderen.

» Ziehier eenige uittreksels uit dit verzoekschrift :

» Wij, politie-commissarissen, ambtenaren van het openbaar ministerie in Oost-Vlaanderen, nemen de eerbiedige vrijheid uwe welwillende tussenkomst bij de Regeering in te roepen om eene vergoeding te verkrijgen voor het ambt van openbaar ministerie, dat wij tot hiertoe kosteloos waarnemen bij de politierechtbanken.

» Wij kunnen begrijpen dat dië dienst ons wordt opgelegd voor de gemeente, kantons-hoofdplaats, omdat het deze gemeente is die ons bezoldigt als politie-commissaris; doch wij achten het onrechtvaardig dezen dienst kosteloos te moeten vervullen voor de andere gemeenten van het gebied.

» Sommige kantons tellen tien, ja twintig gemeenten; elk harer bezit ten minste één veldwachter. Andere hebben een politie-commissaris of eene gendarmerie-brigade.

» Daarenboven zijn er in de kantons boschwachters, accijsbeambten, kantonniers, tolbeambten, rivierwachters, conducteurs en ingenieurs van bruggen en wegen, staticoversten, keurders der eetwaren en arbeiders- opzieners, allen bevoegd om allerhande overtredingen vast te stellen bij

» processen-verbaal, welke meereendeels onvolledig worden ingeleverd bij
 » den ambtenaar van het openbaar ministerie, die ze moet aanvullen, qualifi-
 » ceeren, om nadere inlichtingen moet vragen, deze moet doen aanvullen in
 » verscheidene gemeenten, uittreksels moet vragen uit veroordeelingen ver-
 » meld op het inlichtingsblad, dagvaardingen opstellen, ze afschrijven voor
 » de beteekening, voor deze zorgen, dagvaardingen maken voor de getuigen,
 » alles inschrijven op verschillende repertoriums, kortom, al de stukken in
 » orde brengen en volledig maken en ze minstens vier en twintig uren vóór
 » den tot het gehoor bepaalden datum overhandigen aan den heer vrede-
 » rechter.

» En na de zitting :

» De verschillende overheden bekendmaken met den uitslag der vervol-
 » gingen, zorgen voor de beteekening van de vonnissen bij verstek, de von-
 » nissen uitvoeren, wat nogmaals het opmaken van verscheidene stukken
 » vergt en eene geregelde briefwisseling met de ambtenaren der openbare
 » macht, de bestuurders der gevangenissen, de ontvangers der regis-
 » tratie, enz. Voegt daarbij het bestudeeren van talrijke omzendbrieven
 » desbetreffende, dan zult gij een denkbeeld krijgen van de ons opgelegde
 » taak.

» Daarenboven eischt de Regeering van ons, en wel met veel reden, eene
 » stipte nauwkeurigheid, want de minste vergissing ware vaak onherstel-
 » baar, daar de politiestrafpen van korten duur zijn; meesttijds zullen zij
 » uitgedaan zijn voordat de dwaling wordt ontdekt.

» Moeten wij hier bijvoegen dat artikel 134 der wet van 18 April 1869
 » op de rechterlijke inrichting ons rechtstreeks onder het toezicht stelt van
 » den heer Minister van Justitie, van den procureur-generaal en van den
 » procureur des Konings, aan welke magistraten wij maandelijksche ver-
 » slagen en staten moeten toezenden?

» Is het niet uiterst onrechtvaardig, Mijnheer de Volksvertegenwoordiger,
 » ons kosteloos dergelijk werk en eene zoo zware verantwoordelijkheid op te
 » leggen, terwijl de Regeering zoo mild handelt ten opzichte van andere
 » ambtenaren eener zelfde soort?

» Trouwens, de officieren-verslaggevers bij de tuchtraden der burger-
 » wacht worden door de Regeering bezoldigd; bekleeden zij den graad van
 » kapitein, dan wordt hun eene jaarlijksche vergoeding van 600 frank
 » toegekend, en 400 frank, zoo zij een lagere graad bekleeden; deze ver-
 » goeding wordt hun rechtstreeks door de Regeering betaald, ingevolge het
 » koninklijk besluit van 18 November 1897.

» Hetzelfde geldt voor de werkrechtcrsraden, dezer leden en griffiers.
 » Eerstgemelden hebben recht op presentiepenningen, welker bedrag in
 » iedere provincie wordt bepaald door de bestendige deputatie van den pro-
 » vincieraad; aan de anderen wordt een jaarlijksche vergoeding toegekend;
 » bepaald bij het koninklijk besluit houdende instelling van die raden.
 » (Art. 124 en 129 der wet van 31 Juli 1899 tot inrichting der werkrechtcrs-
 » raden.)

» Wij moeten doen opmerken, dat het werk van laatstgemelden niet is

» te vergelijken met den last, opgelegd aan de ambtenaren van het openbaar ministerie bij de politierechtbanken.

» Een oogenblik werd er aan gedacht, de gemeenten van elk kanton naar gelang van hare bevolking te doen bijdragen in de billijke bezoldiging van den ambtenaar van het openbaar ministerie; doch sommige gemeenten deden opmerken dat wij uitsluitend voor rekening der Regeering werken en dat, daarenboven, volgens het Strafwetboek van 1810, de boeten waren opgelegd ten voordeele der gemeenten, die van deze hulpbron werden beroofd bij artikel 38 van het huidige Strafwetboek, hetwelk bepaalt dat de boeten worden geheven ten bate van den Staat.

» Er valt op te merken, Mijnheer de Volksvertegenwoordiger, dat de provinciale wet van 1836 en die van 19 April 1892 de geringe uitgaven, 't is te zeggen drukwerk en kantoorbehoefte noodig voor den ambtenaar van het openbaar ministerie, de provincie ten laste leggen; doch tot hiertoe bestaat er geene wetsbepaling die eene vergoeding voorziet voor de diensten welk wij den Staat bewijzen.

» Wel is waar hebben de wetten op de rechterlijke inrichting (vóór 1867 werden de boeten, door de politierechtbanken opgelegd, ten voordeele der gemeenten geïnd) van 10 April 1810 en 19 Juni 1869 geene vergoeding toegekend aan de ambtenaren van het openbaar ministerie, doch er valt op te merken dat te dien tijde, in 't meerendeel der kantons, het ambt van ambtenaar van het openbaar ministerie weinig belangrijk was, terwijl het heden ten dage een wezenlijke last is geworden, zoo ten aanzien van den arbeid als van de verantwoordelijkheid; en zoo er daarenboven, te dien tijde, jegens ons een onrecht is gepleegd dat sedert meer dan dertig jaren voortduurt, het des te dringender noodig is het te doen ophouden.

» Merk wel op, Mijnheer de Volksvertegenwoordiger, dat wij nog de eenige ambtenaren der bestuurlijke en rechterlijke orde zijn, aan wie de Regeering kosteloos werk oplegt. Anderzijds trekken wij eene onaanzienlijke, zelfs bespottelijke jaarwedde, ofschoon het meerendeel onzer huisvader zijn en met zeer veel moeite hunne begrooting in evenwicht kunnen houden.

» Als politieambtenaars zijn wij allen gemeentebeambten en worden wij als zoodanig betaald; nooit hield eene gemeente, bij het bepalen van onze jaarwedde, rekening met de lasten van ambtenaar van het openbaar ministerie.

» Wij allen, Mijnheer de Volksvertegenwoordiger, stellen een onwrikbaar vertrouwen in uw gezond oordeel. Wij houden ons overtuigd dat gij, evenals wij, oordeelen zult dat alle werk zijn loon verdient, dat de Regeering verplicht is ons redelijk te vergoeden voor den dienst welken wij den Staat bewijzen; ook zijn wij er zeker van, dat gij dit verzoekschrift welwillend zult bejegenen en oprecht fier zult zijn bij te dragen tot deze daad van verheven gerechtigheid.

» Met dit vertrouwen, Mijnheer de Volksvertegenwoordiger, bieden wij u de uitdrukking aan van onze hoogst eerbiedige gevoelens.

» Eekloo, 12 Maart 1906. »

« Inzonderheid ben ik dank verschuldigd aan den achtbaren heer Van Der Linden, verslaggever over de begroeting, die in zijn verslag gewag maakte van dit verzoekschrift en de aandacht van de Middenafdeeling en van de Kamer vestigde op den toestand dezer ambtenaren. De oproep, in dit verslag gedaan, zal, hoop ik, van onzenwege den meest welwillenden steun ondervinden en den achtbaren Minister van Justitie nopen om zich met de zaak in te laten en reeft te laten wedervaren aan eene rechtvaardige en billijke vraag.

» In ons land zijn er 207 ambtenaren die bij de politierechtbanken kosteloos het ambt van openbaar ministerie waarnemen.

» Sedert jaren is, ten gevolge der menigvuldige nieuwe wetten en verordeningen, uitgevaardigd door den Staat, de provinciën en de gemeenten, het getal overtredingen gevoelig toegenomen.

» Om daarover volkomen ingelicht te zijn, wendde ik mij tot den burgemeester eener groote stad van Oost-Vlaanderen. Zichier wat hij mij antwoordde.

« MIJNHEER DE VOLKSVERTEGENWOORDIGER,

» Als gevolg op uwe mededeeling, hoof ik u te verklaren dat het volstrekt
 » waar is dat het ambt van openbaar ministerie bij de politierechtbank
 » overwerk veroorzaakt, waarvoor de ambtenaren niet worden bezoldigd.
 » Derhalve acht ik dat het niet meer dan rechtvaardig en billijk zou zijn,
 » hun daarvoor eene vergoeding te doen betalen door de Regeering of door
 » de andere gemeenten die vier vijfden uitmaken van ons kanton, dat nage-
 » noeg 50,000 inwoners telt.

» Daarenboven valt er op te merken, dat er onder die gemeenten vele
 » zijn welker bevolking grootendeels bestaat uit vischleurders, kooplieden
 » in gevogelte, fruit, enz., en ten gevolge daarvan nog vele veroordeelingen
 » buiten het kanton oploopt, inzonderheid te Brussel en voorsteden. De
 » aanzeggingen, beteekeningen, de uitvoering van de opgelegde straffen,
 » die gemiddeld van 500 tot 600 frank per jaar beloopten, komen te hunnen
 » laste en verplichten ze tot het opstellen van een aantal stukken en het
 » voeren van geregelde briefwisseling met hunne ambtgenooten der
 » gemeentebesturen, en daarvoor trekken zij bezoldiging noch vergoe-
 » ding. »

« Derhalve denk ik, Mijne Heeren, dat er dezen ambtenaren eene billijke vergoeding moet worden toegekend. Zij behooren tot twee departementen : zij worden benoemd door het Ministerie van Binnenlandsche Zaken en als politicambtenaren bij de vredegerichten hangen zij af van den Minister van Justitie. Op de vragen, die ik de eer had te richten tot de heeren Ministers van Justitie en van Binnenlandsche Zaken, werd mij door dezen geantwoord : « De ambtenaren van het openbaar ministerie vinden de vergelding in de jaarwedde aan hun ambt verbonden. » Dat is kortbondig, doch er

diende nochtans geweten of de toegekende jaarwedde overeenkomt met den meerderen arbeid, veroorzaakt door de uitbreiding van sommige landelijke kantons.

» Ik hoop dat het antwoord van den achtbaren Minister gunstig zal luiden voor de belanghebbenden. Zoo niet zouden wij gebruik moeten maken van ons parlementair recht en de noodige voorstellen doen. Want, ik herhaal het, 't is niet meer dan billijk, dezen ambtenaren eene vergoeding toe te kennen, volgens de klasse waartoe zij behooren, voor den arbeid welken zij ten behoeve van het Departement van Justitie moeten verrichten ».

De achtbare Minister van Justitie gaf geen gevolg aan onze opmerkingen. Daarom bieden wij, getrouw aan onze belofte, het navolgend voorstel aan, verzekerd zijnde dat het Parlement door eene eenparige stemming een billijken en rechtvaardigen maatregel zal bekrachtigen ten voordeele van vaak slecht betaalde beambten, overlast met allerhande werk, die de nuttige helpers van het gerecht zijn, *zonder door dit laatste te worden betaald* voor het hun uit dien hoofde opgelegde meerdere werk.

Want ziehier het antwoord, door den achtbaren Minister van Justitie gegeven op eene in December 1905 gestelde vraag : « De uitoefening van het ambt van openbaar ministerie bij de politierechtbanken maakt deel uit van de plichten, door de wet aan de politiecommissarissen opgelegd; dezen vinden daarvoor de vergelding in de jaarwedde, aan hun ambt verbonden ».

Dat antwoord is zoo kort als ontoereikend, want wat er dient geweten te worden, is of de toegekende jaarwedde overeenkomt met den meerderen arbeid die onophoudend ontstaat.

Kortom, wij beweren dat de jaarwedde der politie-commissarissen, zooals zij, op voordracht van den heer Minister van Binnenlandse Zaken, bij koninklijk besluit wordt bepaald, niet toereikend is voor de politie-commissarissen die tevens rechterlijk ambtenaar zijn of ten dienste van het gerecht, en wij stellen de Kamer voor, hunnen toestand te verbeteren volgens de regeling bepaald bij artikel 2 van ons wetsvoorstel.

Den 11ⁿ Juli 1907 deed de heer Standaert verslag namens de Middenafdeeling, samengesteld uit de heeren Nerinex, voorzitter, de Ghellinck d'Elseghem, Lefebvre, Cambier, Ouverleaux, en Hubert.

De jaarlijksche uitgave, welke het wetsvoorstel voor de Schatkist medebracht bedroeg 105,600 frank, aangezien er in het land 207 politierechtbanken bestaan, waarvan 11 van 1^{ste} klasse, 14 van 2^o klasse en 53 van 3^e klasse. Met 4 stemmen tegen 2 werd het voorstel door de Middenafdeeling verworpen, doch de achtbare verslaggever zegde :

« De Middenafdeeling erkent dit volgaarne en geeft tot voorbeeld zeker kanton waarin de gemeenten elkander verstaan om eene bijzondere vergoeding aan den politie-commissaris der hoofdplaats te verzekeren. Dat is een meldenswaardige wenk, die overigens ingegeven wordt door de bestaande wetgeving over de werkrechtshraden en de ware oplossing kan geven, daar waar eene bijzondere inmenging billijk zou zijn. »

Thans vullen wij ons wetsvoorstel van 1905 aan en voegen er het volgend artikel aan toe :

« De vergoeding wordt door de gemeenten van het kanton betaald volgens de verdeling gedaan door de Bestendige Deputatie, overeenkomstig artikel 132 der gemeentewet. »

Wij hopen dat de achtbare Minister van Justitie het aldus aangevuld ontwerp goed zal onthalen en dat de Kamers het eenparig zullen goedkeuren.

J. MAENHAUT.



PROPOSITION DE LOI

accordant une indemnité aux officiers de police faisant fonctions de ministère public auprès des tribunaux de simple police.

ARTICLE PREMIER

En dehors de leur traitement, il est alloué aux officiers de police faisant fonctions de ministère public auprès des tribunaux de police, une indemnité réglée d'après le barème fixé à l'article 2 ci-dessous.

ART. 2.

Le barème est fixé comme suit :

Officier de police faisant fonctions de ministère public auprès des :

Tribunaux de 1 ^{re} classe	fr. 1,000
Tribunaux de 2 ^e classe.	. 800
Tribunaux de 3 ^e classe.	. 600
Tribunaux de 4 ^e classe.	. 400

ART. 3.

Cette indemnité sera payée par les communes du canton d'après la répartition faite par la Députation

WETSVOORSTEL

tot het toekennen van eene vergoeding aan de ambtenaren van politie die het ambt van openbaar ministerie bij de rechtbanken van enkele politie waarnemen.

EERSTE ARTIKEL.

Boven hunne jaarwedde wordt aan de politie-ambtenaren, die het ambt van openbaar ministerie uitoefenen bij de rechtbanken van enkele politie, eene vergoeding toegekend ; deze vergoeding wordt geregeld zooals in onderstaand artikel 2 is vastgesteld.

ART. 2.

De volgende regeling wordt aangenomen :

Politie-ambtenaar, het ambt van openbaar ministerie uitoefenende bij de :

Rechtbanken van 1 ^{ste} kl.,	fr. 1,000
Rechtbanken van 2 ^{de} kl.,	. 800
Rechtbanken van 3 ^{de} kl.,	. 600
Rechtbanken van 4 ^{de} kl.,	. 400

ART. 3.

De vergoeding wordt door de gemeenten van het kanton betaald volgens de verdeling gedaan door

Permanente conformément à l'article 132 de la loi communale.

Art. 4.

La présente loi entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1913.

de Bestendige Deputatie, overeenkomstig artikel 132 der gemeentewet.

Art. 4.

Deze wet treedt in werking den 1^{sten} Januari 1913.

J. MAENHAUT.
EMILE DE LALIEUX.
L. DE COSTER.
R. MOEYERSOEN.
E. REYNAERT.
F. VAN MERRIS.

